

## LES FEMMES ET LE RELÈVEMENT APRÈS UN CONFLIT : ENJEUX ET SOURCES

**Par : Birgitte Sørensen**

© Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (IRNUDS) et Programme des études stratégiques et de sécurité internationale (PESSI). De courts extraits de cette publication peuvent être reproduits textuellement sans autorisation à condition que la source soit indiquée. Pour les droits de reproduction ou de traduction, la demande doit être faite à l'IRNUDS, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse. L'IRNUDS se fera un plaisir d'accéder à ces demandes.

Les désignations utilisées et la présentation de la documentation dans cette publication ne signifient pas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, du Programme des études stratégiques et de sécurité internationale ou du Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre concernant le statut légal de tout pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre, de l'IRNUDS ou du PESSI.

Photographie : Bosnie-Herzégovine, UNICEF/95-0538/Roger Lemoyne

### PROJET DE RECONSTRUCTION DES SOCIÉTÉS DÉCHIRÉES PAR LA GUERRE

Le Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre vise à aider la communauté internationale de donateurs, les organisations internationales, les ONG et les autorités locales à mieux comprendre les défis complexes posés par les périodes qui suivent un conflit et à mieux y répondre. Une fois que les combats ont cessé, il s'agit de transformer un cessez-le-feu fragile en un règlement politique durable, de fournir des secours d'urgence et d'engager un processus de relèvement politique, économique, social et psychologique pour jeter les bases d'un développement futur durable. Ces tâches sont gigantesques; elles sont aussi interdépendantes, les progrès de l'une dépendant des progrès des autres et il faut, par conséquent, les entreprendre simultanément.

Ce projet a été lancé conjointement par l'IRNUDS et le PESSI en réponse à un besoin largement reconnu en faveur d'une analyse systématique de l'expérience et de la pratique actuelles; il vise à clarifier les options politiques pour les intervenants à la fois internationaux et locaux et à redéfinir des stratégies pertinentes. Il vise également à contribuer à une meilleure intégration des différentes formes d'assistance internationale – humanitaire, économique, politique et militaire – au sein d'un cadre politique cohérent,

pour encourager une meilleure coordination de l'assistance externe avec les initiatives locales, et permettre une utilisation plus efficiente et plus efficace de ressources locales et internationales qui sont limitées et sérieusement surexploitées.

### **L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (IRNUDS)**

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social est un organisme de recherche autonome des Nations Unies qui se penche sur les problèmes les plus pressants en matière de développement social. Dans son travail, l'institut adopte une approche holistique, multidisciplinaire et basée sur l'économie politique. Les sujets de recherche actuels comprennent les sexes, la pauvreté et le bien-être; la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable; les réformes du secteur public et les états déchirés par les crises; la mondialisation et la citoyenneté; les technologies de l'information et le développement social; les initiatives populaires et les réseaux du savoir pour la réforme agraire dans les pays en voie de développement ainsi que l'émergence du tourisme de masse dans les pays en voie de développement.

### **Le Programme des études stratégiques et de sécurité internationale (PESSI)**

Le Programme des études stratégiques et de sécurité internationale est un centre de formation, de recherche, de documentation et de consultation sur les questions de conflit et de sécurité internationale et régionale, de contrôle des armements et de désarmement. Il fait partie de l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève et est financé par des donateurs publics et privés.

## **SOMMAIRE**

« Les femmes et le relèvement après un conflit : Enjeux et sources » est un examen de la documentation concernant le relèvement politique, économique et social du point de vue de la problématique hommes-femmes, appelée aussi « sexospécificité ». L'un de ses objectifs est d'aller au-delà des images conventionnelles des femmes comme victimes de la guerre et de documenter les multiples manières dont les femmes contribuent au relèvement des pays qui émergent de conflits armés. Nous prêtons une attention particulière aux préoccupations prioritaires des femmes, à leurs ressources et à leurs capacités, et aux facteurs structureaux et situationnels qui peuvent réduire leur participation aux processus de relèvement. Un second objectif est de mettre en lumière la manière dont les processus de relèvement de l'après-guerre influencent la reconfiguration des positions et des rôles assignés à chacun des sexes à la suite de la guerre et la manière dont les actions des femmes déterminent la formation des structures sociales de l'après-guerre.

Suite à une brève introduction, vous trouverez un chapitre sur le relèvement politique. Il soulève des questions concernant la participation des femmes à l'édification de la paix et la démocratisation. Afin de mettre en lumière les attentes des femmes quant à leur rôle et leur statut dans la société d'après-guerre, ce chapitre commence par une brève discussion

de la manière dont les divers mouvements de libération ont abordé les questions spécifiques aux femmes. Bien que certains mouvements aient jugé que les questions féministes détournent l'attention de l'objectif primordial de leur lutte, de nombreux mouvements ont considéré la libération des femmes comme une dimension intégrale de leur lutte globale en faveur de la justice sociale. Il a été prouvé que le fait que les questions féministes soient incluses dans les programmes politiques et que les femmes elles-mêmes soient mobilisées pour participer activement au combat a joué un rôle déterminant dans le développement de la conscience politique des femmes et de leurs attentes vis-à-vis de l'état et de la société d'aujourd'hui.

La discussion qui s'ensuit au sujet de la participation des femmes aux activités formelles et informelles d'édification de la paix montre que, dans la plupart des cas, les femmes sont exclues des négociations de paix officielles. Ces négociations de haut niveau sont considérées comme un domaine spécifiquement masculin, ce qui signifie qu'elles s'appuient sur des discours et des pratiques qui se rapprochent davantage de la réalité des hommes que de celle des femmes. Par conséquent, les femmes n'ont pas d'influence directe sur l'identification des priorités de relèvement qui font généralement partie d'un accord de paix. Il est néanmoins prouvé que les femmes jouent un rôle important de par leur travail dans des organisations populaires qui œuvrent en faveur de la paix et de la réconciliation. À partir de ces organisations, les femmes font constamment pression sur les autorités et les autres membres de la société par leurs demandes en faveur de la paix, de la non-discrimination, de l'obligation de rendre compte, de la reconnaissance des droits de la personne, etc. Bien que toujours placées en marge, ces organisations démontrent leur capacité à mobiliser un grand nombre de femmes et à traduire les griefs individuels en préoccupations sociales légitimes. De plus, un grand nombre d'entre elles jouent un rôle significatif dans la construction d'une nouvelle culture pacifiste au niveau local en organisant des sessions d'éducation pacifiste et des activités de réconciliation et de relèvement social basées dans la communauté.

Les processus de démocratisation sont généralement applaudis, parce qu'ils sont censés garantir l'obligation de rendre compte et donner à tous les citoyens la possibilité de participer à la vie politique. Les études sur les élections et la décentralisation ont cependant révélé plusieurs faiblesses en ce qui concerne la position des femmes. De nombreux pays se relevant d'un conflit armé ont adopté de nouvelles constitutions qui accordent aux femmes l'égalité des droits politiques, sociaux et économiques et beaucoup de gouvernements ont mis au point de nouveaux systèmes de quotas pour assurer une représentation équitable des femmes dans les institutions décisionnaires à tous les paliers. Cependant, la mise en œuvre de ces lois et de ces bonnes intentions se heurtent souvent à des obstacles importants. À l'échelle du gouvernement, les problèmes concernent le manque de ressources financières et le manque de sensibilisation à la sexospécificité ou le manque de volonté politique parmi le personnel. D'autres problèmes importants surgissent du côté social, où le nouveau discours sur l'égalité des sexes peut aller à l'encontre des normes sociales existantes concernant les rôles assignés à chacun des sexes. Les exemples discutés montrent que, dans certains cas, les autorités locales et les membres masculins de la société peuvent dissuader ou empêcher les femmes de participer aux activités politiques. De plus, le fait que la division du travail n'ait pas évolué en

faveur des femmes, mais a plutôt augmenté leur charge de travail, impose également des limitations pratiques sur les possibilités de participation active des femmes.

En dépit de ces contraintes, les femmes ont fait de remarquables contributions dans de nombreux pays. Dans le contexte des élections, elles ont organisé une éducation civique destinée aux femmes et elles ont convaincu les femmes de l'importance de leur vote. Des femmes instruites ont organisé un système d'aide juridique pour informer les femmes au sujet de leurs droits et pour les aider à exercer ces droits.

Le chapitre trois traite du relèvement économique et des stratégies développées par les femmes pour faire face aux changements occasionnés par la guerre dans l'environnement économique et pour assumer leurs responsabilités croissantes quant à la survie et au bien-être de leur famille. L'accent est mis sur la relation entre les activités économiques des femmes et leur position socioéconomique.

La première partie du chapitre se concentre sur la participation des femmes à la production agricole, qui constitue souvent une source majeure de revenus. En plus des problèmes liés aux mines terrestres, au manque de facteurs de production agricole et de machines agricoles, à une infrastructure dévastée et à l'inaccessibilité des marchés, etc., problèmes qui préoccupent également les hommes agriculteurs, les femmes sont confrontées à un certain nombre de défis particuliers. Tout d'abord, les femmes sont souvent privées des droits légaux aux terres et aux autres ressources, ce qui, dans un contexte de désintégration sociale où un grand nombre de femmes subviennent seules aux besoins de leur famille, peut réduire leur capacité à survivre uniquement de l'agriculture. Dans certains pays, les femmes s'organisent pour faire pression sur les autorités nationales et locales afin d'avoir davantage accès à ces ressources mais, dans de nombreux cas, les femmes sont forcées à quitter leurs terres et sont contraintes à chercher d'autres sources de revenu. Un autre problème affronté par les femmes dans l'agriculture est le démantèlement des groupes de travail traditionnels dû aux déplacements de population, aux divorces, aux décès, etc. Ceci a souvent abouti à la création de nouvelles associations coopératives et de groupes d'entraide bénévole qui combinent les anciennes institutions aux conditions sociales actuelles.

Lorsque l'exploitation des terres familiales n'est plus une option, certaines femmes se joignent à la main-d'œuvre agricole occasionnelle. Bien que cette possibilité permette aux femmes d'employer leurs compétences et de se procurer un revenu, de récentes analyses semblent indiquer que cela peut en fait signifier que les femmes en viennent à occuper une position marginale dans la nouvelle structure de stratification de la société rurale.

Un autre domaine qui s'est révélé être d'une grande importance pour la subsistance des femmes était le secteur informel naissant, dans lequel le petit commerce et les petites entreprises sont les principales sources de revenu. La documentation sur la participation des femmes à ce secteur a révélé une grande diversité d'expériences. Certaines femmes ont repris des activités qu'elles exerçaient déjà avant la guerre, mais beaucoup se sont lancées dans des projets innovateurs, même si cela impliquait une rupture avec les normes sociales existantes, en prenant, par exemple, des emplois perçus comme

typiquement masculins. Certaines femmes ont établi des entreprises sur la base des ressources et de la demande locales, tandis que d'autres ont établi des réseaux commerciaux complexes qui dépassent les frontières ethniques et nationales. Une fois encore, la capacité des femmes à constituer et à mobiliser des réseaux sociaux étendus a eu un impact positif. Mais bien que les femmes se soient généralement révélées être des entrepreneurs enthousiastes et compétents, la viabilité de leurs entreprises était souvent restreinte par un manque de capital et de compétences de marketing, sans parler du fait que le secteur lui-même est extrêmement précaire et fluctuant. De plus, le succès économique des femmes entraînait dans certains cas une stigmatisation et une exclusion sociales, à cause des conflits avec les normes dominantes ou de la jalousie.

En conclusion, nous discutons du secteur économique structuré. Pour diverses raisons, les sociétés qui émergent de la guerre connaissent généralement un taux de chômage élevé et les femmes sont souvent particulièrement marginalisées en ce qui concerne l'accès à l'emploi dans le secteur structuré. Dans certains cas, cela vient du fait que les femmes ont généralement un niveau d'instruction plus faible, mais la recherche semble également indiquer que les pratiques discriminatoires sont encore fréquentes. L'un des quelques domaines où les femmes semblent privilégiées est le secteur social, mais du fait que ce secteur est souvent exposé à des compressions budgétaires, l'accès au revenu et le statut des femmes dans ce domaine se trouvent réduits. Les femmes continuent néanmoins à remplir des fonctions apparentées, mais en qualité de semi-professionnelles ou même de bénévoles.

Le quatrième chapitre est axé sur le relèvement social, particulièrement sur le rétablissement des services sociaux (soins de santé et éducation) et les questions plus vastes liées à l'intégration sociale. En ce qui concerne le premier aspect, la principale question est de savoir si le secteur social reconnaît les besoins particuliers des femmes et s'il cherche à tirer parti des compétences et des capacités des femmes. La discussion sur l'intégration sociale met davantage l'accent sur la manière dont les femmes sont positionnées dans les processus d'inclusion et d'exclusion et sur la manière dont les stratégies et les activités des femmes influencent l'intégration sociale.

Les études sur le rétablissement des services sociaux semblent indiquer que bien que les besoins et les droits des femmes soient de plus en plus reconnus officiellement, les femmes continuent à subir une discrimination en matière d'accès à l'éducation pour des raisons sociales et culturelles. Les soins de santé et autres services sociaux restent également inadéquats, ce qui a des répercussions non seulement sur la santé des femmes, mais également sur leur capacité à participer à la vie politique et économique. La documentation démontre clairement que les questions sociales se voient généralement accorder une haute priorité par les femmes elles-mêmes, et que de nombreuses femmes dans les sociétés qui émergent d'un conflit apportent une contribution importante à leur rétablissement. Dans les zones rurales comme dans les zones urbaines, les femmes ont rétabli l'éducation primaire pour les enfants comme un moyen de renforcer les capacités locales et d'influencer leur socialisation et les femmes participent souvent à la prestation des soins primaires et à l'assistance socioéconomique aux personnes en crise, sur la base de l'entraide. Néanmoins, comme il est noté plus haut, bien que ces activités soient généralement bien accueillies, elles sont souvent considérées comme une simple

extension naturelle des obligations domestiques des femmes et ne sont par conséquent ni rémunérées ni associées à des possibilités de formation.

En plus des problèmes ordinaires de santé, les conflits nationaux entraînent un certain nombre de problèmes de santé particuliers connus sous le nom de traumatismes psychosociaux. Ces traumatismes peuvent découler d'expériences de déplacement forcé, de torture, de viol, de violence, du fait d'être témoin de meurtres, etc. Dans certains cas, les femmes ont été particulièrement vulnérables à cette forme d'agression sur l'esprit et le corps. Mais les femmes ont également été très actives pour tenter d'atténuer les séquelles laissées par ces expériences, en établissant des organismes bénévoles qui offrent des traitements médicaux et psychologiques. De plus, elles ont aidé d'anciennes victimes à surmonter leur détresse et à se réintégrer, en leur proposant une formation professionnelle et des activités rémunératrices. Un autre problème qui a été envisagé par les organisations de femmes est celui de l'escalade de la violence dans les sociétés d'après-guerre. Au moyen d'éducation scolaire et d'ateliers, les femmes ont cherché à sensibiliser la société à la violence contre les femmes et à modifier les attitudes qui banalisent ce type de violence.

Comme le souligne la discussion sur l'intégration sociale, il y a depuis longtemps tendance à mettre exclusivement l'accent sur la réintégration des personnes rapatriées, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des soldats démobilisés ou bien des personnes qui ont été marquées et marginalisées par la torture, l'invalidité, le veuvage, etc. Néanmoins, dans la mesure où toute société d'après-guerre subit inévitablement des changements profonds dans sa composition socioéconomique et politique, la question de l'intégration concerne tous les membres de la société. Ce chapitre se concentre sur cet aspect dans la perspective de la famille et de la sexospécificité et montre comment l'intégration est souvent aussi créatrice de divisions. La liberté et l'indépendance économique nouvellement acquises, de longues années de séparation et l'exposition à de nouvelles attitudes et à de nouveaux environnements sociaux, les nouvelles perceptions du rôle de la famille et de ses membres et la migration forcée en quête d'emploi, tous ces facteurs contribuent au démantèlement des institutions sociales existantes et à l'établissement de nouvelles. L'intégration sociale, en d'autres termes, ne consiste pas simplement à « rentrer chez soi », mais aussi à définir de nouvelles valeurs sociales guides et à établir des relations et des institutions correspondantes basées sur une combinaison de facteurs tels que la parenté, les intérêts socio-économiques et la similarité des expériences et des circonstances.

Dans le chapitre final, nous examinons les conceptualisations conventionnelles des femmes dans les situations de conflit et les situations d'après conflit. Ce chapitre contient également certaines suggestions d'approches et de concepts différents qui semblent fournir de meilleurs outils pour comprendre la situation des femmes et, par conséquent, pour mettre au point des programmes qui aideront les femmes dans leurs multiples efforts pour reconstruire leur vie.

Nous soulignons que notre compréhension du rôle des femmes dans les sociétés d'après-guerre et de leurs contributions au relèvement de l'après-guerre doit aller au-delà de la rhétorique universaliste sur « l'expérience des femmes en temps de guerre ». Il est

nécessaire de reconnaître la spécificité et la diversité des expériences des femmes. C'est uniquement sur cette base que nous pouvons effectuer des analyses comparatives et commencer à acquérir une compréhension globale plus profonde du relèvement d'après-guerre dans une perspective sexospécifique. Deuxièmement, le chapitre de conclusion souligne la nécessité de suppléer l'image des femmes comme victimes vulnérables par une image des femmes comme un groupe hautement différencié d'intervenants sociaux, qui possèdent des ressources et des capacités précieuses et qui ont leurs propres priorités. Les femmes influencent le cours des choses et leurs actes sont constitutifs des sociétés d'après-guerre. Le fait de réduire les femmes à des cibles et à des bénéficiaires néglige de reconnaître leurs contributions et favorise aussi leur marginalisation. Un troisième point souligné dans la conclusion est la nécessité de données spécifiques à chacun des sexes et d'analyses sexospécifiques. Bien qu'une attention particulière soit accordée aux femmes dans l'ensemble de cette publication, de manière à rendre visible ce qui était auparavant invisible, l'objectif a été d'envisager la situation des femmes dans un cadre sexospécifique qui s'intéresse à la manière dont les rôles attribués à chacun des sexes et les rapports entre les sexes sont continuellement édifiés et remis en cause par les différents intervenants, et qui reconnaît la dimension sexospécifique inhérente à tous les aspects du relèvement d'après-guerre. La perspective sexospécifique est également pertinente pour l'établissement d'une paix durable. Comme l'indique clairement cette analyse, le fait de ne pas reconnaître les enjeux propres à chacun des sexes peut engendrer de nouvelles tensions sociales et contribuer aux luttes de différenciation concernant l'identité, le statut et le pouvoir qui sont particulièrement caractéristiques des sociétés qui sont récemment parvenues à rétablir la paix.

## ACTIVITÉS D'ÉDIFICATION DE LA PAIX

*« Les femmes et les jeunes sont rarement consultés durant le processus politique des négociations de paix et pourtant, ce sont souvent ceux qui maintiennent leurs communautés en vie – émotionnellement et physiquement – durant les périodes de guerre » (Women's Commission for Refugee Women and Children, 1995: 3).*

Le processus d'établissement de la paix suit souvent deux voies parallèles. L'une comprend les négociations de paix officielles, conduites par des dirigeants politiques et faisant appel, dans certains cas, à des médiateurs externes pour tenter de parvenir à un accord de paix. L'autre consiste en un large éventail d'activités informelles, généralement orchestrées par un groupe extrêmement hétérogène d'organisations populaires bénévoles qui cherchent à attirer l'attention sur des problèmes spécifiques à la transition vers la paix et qui influencent par là même le processus officiel.

### Négociations de paix officielles

Les négociations de paix officielles entre les représentants des parties en guerre constituent un élément important du processus de relèvement politique, car elles servent à définir les relations de pouvoir de base et à cerner les priorités pour les activités politiques de l'immédiate après-guerre. Dans la mesure où les citoyennes ont des priorités et des besoins différents de ceux de leurs homologues masculins, elles seraient

elles-mêmes intéressées à participer à ces négociations de manière à ce que leurs points de vue reçoivent l'attention appropriée. Néanmoins, comme l'ont signalé la plupart des observateurs lors des négociations de paix nationales, les négociations ont tendance à être des activités masculines, de haut niveau, et les femmes sont généralement sous-représentées au sein des autorités internationales concernées, au sein des équipes de négociation représentant les parties en guerre et dans toute autre institution invitée à la table de négociations (Ferris, 1993; Byrne, 1996 b).

Dans ses commentaires sur les négociations de paix en Israël, Sharoni (1995: 11) remarque : « Parmi les points plus généraux que j'ai abordés, j'ai mentionné l'exclusion des femmes de la table des négociations et l'ironie du fait que des généraux israéliens de haut rang, qui ont passé une bonne partie de leur vie à faire la guerre, soient devenus à présent les autorités suprêmes en matière de paix tandis que les perspectives et l'expérience des femmes qui avaient milité en faveur de la paix étaient considérées comme insignifiantes ».

Une exception souvent notée à cette règle a été la Somalie, où les femmes somaliennes ont été invitées à participer à une première conférence de paix à Mogadishu, sur les recommandations du président éthiopien et du *Swedish Life and Peace Institute*, principaux organisateurs de la conférence (Byrne, 1996 c). Des femmes ont également été présentes dans des conférences de paix ultérieures organisées par l'ONU en Somalie et en Éthiopie mais, comme nous l'avons signalé, leur rôle était généralement limité à celui d'observatrices, ce qui ne leur permettait pas d'influencer directement le débat en cours (Jama, 1996; Byrne, 1996 d). Malgré la présence de femmes à certaines de ces conférences officielles, il est également vrai que la culture et la structure sociale somaliennes excluent généralement la participation directe des femmes aux processus décisionnels. Quand il a été recommandé que toutes les représentations régionales au Conseil national de transition comportent au moins une femme, il s'est révélé que de nombreux clans n'acceptaient pas d'être représentés par une femme (Jama, 1996).

Un exemple très différent de participation des femmes aux négociations de paix est celui de la Palestine. La délégation palestinienne comprenait plusieurs femmes, parmi lesquelles la porte-parole, Dr Hanan Mikhail-Ashrawi. Selon Sharoni (1995), l'inclusion des femmes à un haut niveau était le résultat direct de la mobilisation politique générale des femmes et de leur demande explicite de faire partie du processus qui allait déterminer la structure des futures institutions sociales et politiques.

L'intégration de plusieurs organisations de femmes au processus de paix au Guatemala était aussi profondément ancrée dans la mobilisation politique de masse préalable des femmes. Les organisations de femmes s'étaient déjà multipliées durant le conflit et beaucoup d'entre elles avaient clairement l'intention de participer au processus de paix et à la formation de la société future. Un comité de coordination interculturel a émergé de ces organisations populaires pour représenter les intérêts des femmes durant les pourparlers. Les préoccupations les plus clairement exprimées concernaient l'autorité civile, la sécurité et l'établissement d'une société démocratique (Mujeres Construyendo la Paz, 1995 a et 1995 b). Cependant, comme le signale Krznaric (1997) dans sa recherche sur le rapatriement et le relèvement, ce qui est apparu à l'origine comme un

appel cohérent à la paix et à la participation aux prises de décision s'est converti en une multitude de voix discordantes lorsque les gens se sont trouvés engagés dans des luttes pour les terres et dans une compétition pour les ressources de développement.

### **Le travail pour la paix au niveau de la base populaire**

Lorsque nous orientons notre examen vers les activités informelles d'édification de la paix, qui sont souvent entreprises au plus fort des atrocités et de l'instabilité, nous découvrons une situation très différente. Là, des femmes venues de tous horizons sont parmi les participants les plus enthousiastes et sont engagées dans un large éventail d'activités. Néanmoins, comme le mentionne Ferris (1993: 34), la valeur de ces activités n'est pas toujours pleinement reconnue : « L'un des problèmes pour analyser les actions politiques des femmes est que le terme de 'politique' a été en grande partie défini par les hommes. Les activités des femmes dans des groupes communautaires ou religieux, par exemple, sont souvent cataloguées comme 'bénévoles', 'charitables', 'sociales', même si elles ont un impact politique ».

Dans les discussions sur l'engagement des femmes dans l'édification de la paix, on fait souvent référence à leur rôle bienveillant et chaleureux, ce qui transforme leurs activités en faveur de la paix en une simple extension naturelle de leur rôle domestique d'épouses et de mères. Cependant, l'histoire des conflits internes nous fournit des témoignages divergents sur la participation active des femmes en tant que combattantes. En Angola, au Salvador, en Érythrée, au Kenya, au Liban, au Liberia, au Nicaragua, au Sri Lanka, en Ouganda et au Vietnam, des femmes participaient aux combats et occupaient même dans certains cas des postes de haut niveau (Kanogo, 1987; Bennett et al., 1995). Et au Ruanda, les femmes ont choqué le monde en soutenant le génocide et en y participant activement. Dans d'autres conflits, les femmes jouent des rôles mobilisateurs et soutiennent les soldats en leur fournissant de la nourriture, des soins, etc. Comme le souligne Ferris (1993: 6), « la plupart des guerres ont été faites avec le consentement et le soutien des femmes ».

Les raisons avancées par les femmes pour devenir des combattantes sont aussi diverses que celles des hommes et comprennent le recrutement forcé, l'adhésion aux objectifs de la guerre ou la nécessité économique, indiquant à la fois des motifs politiques et socioéconomiques. Les femmes, comme les hommes, occupent de nombreux rôles différents dans la société, qui sont tous culturellement et socialement déterminés (Byrne, 1996 a). Ainsi, lorsque les femmes optent pour un rôle actif dans le travail en faveur de la paix ou d'autres formes d'action politique, il s'agit également d'un choix qui peut être motivé par une absence d'identification et d'association avec le conflit en cours ou par une expérience personnelle de ses conséquences destructrices au plan social et économique ainsi que par un désir de revenir à une situation plus stable et moins alarmante (Wallace, 1991).

En résumant les expériences des femmes dans différentes zones de conflit, les éditeurs de l'ouvrage *Arms to Fight, Arms to Protect* remarquent que « beaucoup de femmes percevaient le conflit comme quelque chose qui échappait totalement à leur contrôle, une

lutte pour le pouvoir à un niveau qui les dépassait. Elles reconnaissent toutefois l'effort que chaque individu devait fournir pour reconstruire la société après le conflit » (Bennett et al., 1995: 16). Lorsque les femmes ne s'identifient pas aux objectifs de la guerre, ou se sentent mises à l'écart des mécanismes de la guerre, son apparente irrationalité et ses conséquences destructrices éclipsent facilement ses avantages potentiels, ce qui entraîne un désir en faveur de sa cessation immédiate et d'un retour à la stabilité.

À l'image de cette prise de conscience de la nature profondément destructrice de la guerre, l'organisation Mères de soldats en Russie organise des manifestations de rue, fait pression sur les hauts fonctionnaires des institutions gouvernementales et emploie d'autres moyens pacifiques pour retirer les jeunes de l'armée russe avant qu'ils ne soient socialisés dans la culture de violence notoire de l'armée (Newsheet). De la même manière, au Guatemala, les femmes membres de la Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONIGUA) *font campagne contre la conscription des jeunes gens*, non seulement pour les protéger de la socialisation dans la culture militaire, mais parce que les mères sont économiquement dépendantes de leurs fils (In Brief, Juin 1996; Marcus, 1996 c).

En reconnaissance des liens étroits entre la socialisation des enfants et les réactions des peuples aux conflits naissants, les femmes somaliennes de Mogadishu ont créé des ONG qui, entre autres activités, organisent des cours d'*éducation pacifiste* destinés aux femmes. Dans ce programme, les femmes sont tout d'abord sensibilisées aux valeurs et aux normes culturelles qu'elles transmettent à leurs enfants dans leurs interactions quotidiennes, et à la manière dont celles-ci peuvent contribuer à un comportement discriminatoire et violent. Elles étudient ensuite des formes de socialisation différentes qui mettent l'accent sur l'équité et la justice sociale et sur les moyens non violents de régler les tensions et les conflits (Jama, 1996; Warsame, 1996).

Le fait que les femmes reconnaissent le lien entre les domaines domestiques et publics, ou entre « le front domestique » et « le front de guerre » (Nnaemeka, 1997), a été noté par de nombreux commentateurs sur les conflits et la sexospécificité (Bennett et al., 1995; Byrne, 1996 b; Jama, 1996). Ce lien intime peut non seulement intensifier le stress mais il peut aussi être employé d'une manière active et puissante par les femmes dans le cadre de leurs efforts pour amener la paix et la transformation. « Les femmes prennent de plus en plus conscience que pour changer la société, elles doivent commencer par la famille et la communauté, car 'la capacité des femmes à défier les hommes au sein de leurs familles, de leurs communautés ou de leurs mouvements politiques sera la clé de la refonte du monde » (Enloe, cité par Ferris, 1993: 47). Conscients des contributions des femmes à la paix, les auteurs d'un rapport des Nations Unies (1996) concluent ainsi que « les femmes apportent une contribution importante mais souvent ignorée dans le domaine de l'éducation pacifiste, à la fois dans leurs familles et dans leurs sociétés ».

La conviction que la paix devrait être abordée à l'échelle communautaire et familiale est partagée par de nombreuses organisations pacifistes de femmes, qui utilisent leur position centrale et leurs réseaux sociaux étendus de manière originale pour faire pression sur leur mari et sur les autres hommes de la famille afin qu'ils cessent les combats et recherchent des solutions politiques plus pacifiques au conflit. Le fait que les femmes aient dans de

nombreux cas des liens avec différents groupes familiaux, et ce à cause des traditions matrimoniales locales, augmente leur pouvoir de négociation et leur capacité à réconcilier les parties en conflit. En Somalie, par exemple, on signale que les femmes ont joué un rôle important dans la libération de plusieurs otages sur cette base. Cependant, comme semble l'indiquer la fréquence de la détention illégale et du viol, cette position d'intermédiaire n'est pas sans danger (Dirasse, 1995).

Dans le même ordre d'idée, un article préparé par les Nations Unies (1992) sur les femmes et le processus de paix conclut que, dans beaucoup de cas, les femmes jouent un rôle primordial d'*influence de l'opinion publique*, en organisant, par exemple, des manifestations. Dans un rapport sur le cas de la Somalie, Warsame (1996: 60) remarque que les femmes citadines « organisent des manifestations pacifistes lorsqu'il y a une menace ou une réelle explosion des hostilités entre deux clans ». De même, Power-Stevens (1996 b: 95) souligne le rôle actif des femmes, en rappelant que les femmes somaliennes ont organisé une manifestation pacifiste lors de la Journée internationale de la femme en mars 1995, scandant des slogans comme « Les femmes somaliennes veulent la paix, pas la guerre ». Et selon Warsame (1996), des femmes ont physiquement attaqué à plusieurs occasions des civils portant des armes.

Un autre exemple de la mobilisation des femmes vient du bureau local du mouvement international Femmes en noir en ex-Yougoslavie, qui a constamment protesté contre la guerre. L'organisation était à l'origine un groupe de taille importante, regroupant diverses ethnies, mais quand la coopération interethnique a succombé au discours nationaliste, elle s'est divisée en divers groupes. Au Mozambique, les femmes ont organisé des manifestations pour protester contre l'échec du gouvernement à mettre fin à la guerre. La question de guerre et de paix était explicitement liée au développement et à l'impact de la guerre sur les moyens de subsistance du peuple : les manifestantes ont surtout mis l'accent sur le manque de protection des femmes et la pénurie d'emploi (Chingono, 1996). Des rapports issus de Birmanie, de Sierra Leone, du Sri Lanka et d'une multitude d'autres lieux de conflit, révèlent un schéma similaire, nous rappelant ainsi la portée des enjeux pour les femmes.

En s'appuyant sur des expériences d'autres parties du monde, un groupe de femmes vivant en milieu rural, réunies au sein de l'Association des nouvelles Philippines (Kabapa) de la Coalition pour la paix dans les Philippines, ont tenté d'*utiliser la santé comme incitation à la paix* lorsqu'elles ont demandé aux parties en guerre de déposer les armes durant une campagne d'immunisation des enfants de la région (Peters, 1996). La stratégie qui consiste à utiliser des initiatives sanitaires pour instaurer la paix a également été adoptée dans des pays comme l'Afghanistan, le Liban, le Soudan et l'Ouganda, mais les données disponibles ne permettent pas une analyse de la participation et du rôle des femmes (Peters, 1996).

En mettant l'accent sur l'impact de la guerre sur la santé, la sécurité et les droits des femmes, l'association des Mères pour la paix en ex-Yougoslavie a réussi non seulement à permettre la démobilisation de milliers de jeunes gens, mais également à *sensibiliser le public* aux questions des droits de la personne et des mines terrestres (Walsh, 1996). Et, par exemple, en Argentine, au Salvador, au Guatemala et au Sri Lanka, où les disparitions

ont souvent été accompagnées de violence armée, les femmes ont créé des ONG d'envergure nationale qui incitent les autorités gouvernementales à *enquêter sur les violations des droits de la personne* dans le cadre des processus de paix et de réconciliation. De plus, ces organisations se penchent sur la question délicate de *l'impunité*, et aide les victimes à faire des demandes de *dédommagement* (Byrne, 1996 b; In Brief, juin 1996; Ferris, 1993; Maquin, 1994; Schirmer, 1993; Stephen, 1995). L'importance de ces activités va bien au-delà du soulagement des blessures personnelles en mettant fin à une pénible incertitude; elles peuvent contribuer à restaurer la confiance à l'égard des autorités et à recréer un sens de communauté, de solidarité et de confiance (Dirasse, 1995).

Bien que les exemples ci-dessus d'activités pacifiques puissent être considérées comme ayant des conséquences à long terme, peu d'entre elles travaillent directement à l'amélioration du statut futur des femmes. À cet égard, l'expérience des femmes guatémaltèques en exil au Mexique est intéressante. Non seulement sont-elles parvenues à influencer avec succès les conditions de rapatriement en obtenant d'être représentées dans les commissions permanentes et en exigeant qu'une *commission de la vérité* soit établie pour enquêter sur les meurtres et les disparitions, mais elles se sont également attachées à assurer leur *participation aux futures institutions politiques* du Guatemala (In Brief, juin 1996; Byrne, 1996 b; Marcus, 1996c; Maquin, 1994).

Même lorsque les activités politiques n'améliorent pas immédiatement la situation des femmes, il est néanmoins clair qu'elles *génèrent ou renforcent la conscience des femmes au sujet de la dimension politique des conflits et de leur propre position politique*, que ce soit comme victimes de la violence politique ou comme groupe politique muet. Le travail en faveur de la paix a également été identifié par de nombreuses femmes comme *une occasion unique de s'organiser*, expérience qui peut s'avérer utile dans d'autres aspects du relèvement d'après-guerre. Et lorsque ces mouvements sont axés sur les expériences sociales communes des femmes, ils peuvent contribuer à la fois à *contrecarrer les stéréotypes dominants* de « l'autre ethnique » qui sont renforcés par la propagande en temps de guerre, et pour *générer une plus grande solidarité parmi les femmes* en transcendant d'autres lignes de division. Ceci a été le cas à Chypre, en Israël, au Sri Lanka, en ex-Yougoslavie et dans de nombreux autres pays (Conseil économique et social des Nations Unies, 1992; Family Rehabilitation Centre, 1993; Sharoni, 1995; War Report, 1995).

Bien que le travail des femmes en faveur de la paix ait de toute évidence de nombreux résultats positifs, à l'échelle nationale et locale, à la fois pour les femmes et pour la société, il est également important de noter ses limitations. Tout d'abord, les efforts actifs des femmes pour s'opposer au conflit et à la haine sont, comme on l'a noté, *rarement suivis d'une participation aux négociations de paix officielles*. La conséquence la plus sérieuse de l'absence des femmes dans le processus officiel de rétablissement de la paix est qu'elles sont *privées de la chance unique d'inclure leurs points de vue et leurs préoccupations particulières dans l'agenda politique national*. Il n'y a malheureusement pas encore d'études approfondies qui indiquent quelles sont les ramifications précises de l'inclusion ou de l'exclusion des femmes.

Le désir des femmes de participer au processus de négociation de la paix est plus qu'une simple exigence en faveur d'une représentation numérique proportionnelle à la présence des femmes dans une société donnée. Il s'agit d'une exigence basée sur la conviction que les institutions dirigées par des hommes sont peu susceptibles de refléter la vision et les intérêts particuliers de la population féminine; ces institutions risquent au contraire de reproduire et même de renforcer la position marginale des femmes dans la société. Par ailleurs, il s'agit d'une exigence qui reflète la prise de conscience croissante des femmes au sujet du potentiel de transformation et de réforme durant les périodes qui précèdent et qui suivent immédiatement le rétablissement de la paix. Bien que les négociations officielles de paix bénéficieraient sans aucun doute de la participation des femmes, cela ne devrait pas détourner notre attention de l'importance de leur travail au niveau populaire. On devrait plutôt s'efforcer de trouver de nouveaux moyens d'intégrer le travail fait et l'expérience acquise au niveau populaire au sein de la démarche centrale d'édification de la paix.

